



Ouagadougou, le 18 janvier 2024

COMMUNIQUE

Le Gouvernement informe le Peuple burkinabè, que depuis le 13 janvier 2023, les services de sécurité sont à pied d'œuvre pour démanteler un réseau de déstabilisation du Burkina Faso.

Ce réseau, qui implique aussi bien des militaires en fonction que des militaires radiés, des civils et des activistes entre autres, planifiait de déstabiliser les institutions du Burkina Faso et de mettre un coup d'arrêt brutal au processus de Refondation pour la dignité, l'intégrité, la liberté et la souveraineté de notre pays.

La date du 14 janvier 2024 était projetée par les porteurs de ce projet funeste pour le passage à l'action, en vue d'exécuter leur plan diabolique, qui inmanquablement aurait fait entrer le Burkina Faso à reculons dans l'histoire.

Le Gouvernement rassure le Peuple burkinabè, que la vigilance des services de renseignement et la promptitude des forces patriotiques de défense et de sécurité ont permis d'interrompre la mise en œuvre de cette énième tentative de déstabilisation évitant à notre pays de voir une nouvelle fois son espoir de liberté et d'indépendance assassiné sur l'autel d'intérêts égoïstes.

Sans égard et sans compassion pour les populations meurtries par près d'une décennie de massacres, de viol, de violence et d'assassinats terroristes, les auteurs de ce projet maléfique entendaient restaurer au Burkina Faso, un ordre ancien que la conscience collective des Burkinabè d'hier et d'aujourd'hui reprouve.

Pour réaliser leurs basses besognes, des individus ont été contactés dans différentes casernes militaires sur l'ensemble du pays, afin d'organiser une sorte de mutinerie. Des Organisations de la Société Civile acquises à leur cause étaient appelées à prendre le relai. Pour cela, des financements à leur endroit étaient en cours de déblocage et de transfert depuis l'extérieur. Des attaques contre les sièges de la veille citoyenne, étaient projetées en vue de démobiliser le soutien populaire à la Transition. En définitive, il s'agissait de créer des troubles favorables à l'intervention d'un commando venu de l'extérieur, en mesure d'attenter à la vie de plusieurs autorités de la Transition et de semer le chaos. Tel était le scénario apocalyptique imaginé et planifié pour une mise en exécution contre notre vaillant peuple.

L'ensemble de ces éléments est corroboré par des indices cohérents. A l'étape actuelle des investigations, des éléments collectés et d'autres en cours, établissent formellement l'implication de plusieurs militaires et civils. Des interpellations ont donc été faites, des entretiens menés et des analyses techniques sont en cours. Il est également procédé à des recoupements pour mieux dégager d'éventuelles autres implications.

Des liens établis jusqu'à présent entre les différents acteurs, renvoient à un groupuscule de personnes qui considère qu'il doit jouer un plus grand rôle dans les prises de décisions publiques et politiques et de ce fait, complotte contre notre peuple et les institutions de notre pays. Les informations recueillies montrent à suffisance la volonté de subversion et de déstabilisation. Des voies de droit seront usitées pour éclairer l'opinion nationale et internationale sur l'ensemble de ces manœuvres.



www.sig.gov.bf/

Le Porte-parole du Gouvernement



Rimalba Jean Emmanuel OUEDRAOGO

Officier de l'Ordre de l'Étalon